

*Édouard Levé*

# Journal



Extrait de la publication



# Journal

DU MÊME AUTEUR

*chez le même éditeur*

ŒUVRES, 2002

*chez d'autres éditeurs*

ANGOISSE, Philéas Fogg, 2002

RECONSTITUTIONS, Philéas Fogg, 2003

Édouard Levé

# Journal

*P.O.L*

33, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6<sup>e</sup>

© P.O.L éditeur, 2004  
ISBN : 2-84682-006-6  
[www.pol-editeur.fr](http://www.pol-editeur.fr)

## INTERNATIONAL

Une vingtaine de personnes trouvent la mort dans un attentat suicide commis dans un hôtel d'une station balnéaire. Un homme portant un sac à dos rempli d'explosif s'introduit dans le hall d'entrée, et déclenche la charge lorsqu'il se trouve au milieu d'un groupe qui s'apprête à partir en randonnée. La plupart des victimes sont des touristes, mais leur identité et leur nombre exact ne peuvent être déterminés. La violence de la destruction empêche la reconstitution précise des corps.

Dans un quartier populaire, l'explosion d'une bicyclette chargée de dix kilos de dynamite tue quatre policiers et une fillette de cinq ans. L'attentat est immédiatement attribué par les pouvoirs publics à un groupe de guérilleros. Deux autres colis piégés sont désactivés

dans la capitale. La guérilla et le gouvernement sont pourtant parvenus à un accord de calendrier pour la signature d'un cessez-le-feu. Une recrudescence des attentats de guérilla, notamment contre les pylônes électriques aux abords de la capitale, a ponctué cet accord obtenu grâce aux bons offices d'une organisation internationale des nations.

Quatre policiers sont tués et vingt personnes blessées dans une attaque contre le centre culturel d'un pays étranger. L'attentat, qui n'est pas revendiqué, est perpétré par quatre hommes circulant sur deux motos. Ils ouvrent le feu au fusil d'assaut sur les policiers de garde qui effectuent leur rotation. Les assaillants réussissent à s'enfuir. Depuis la vague d'attentats, la sécurité est considérablement renforcée devant tous les bâtiments officiels du pays étranger. À l'approche de la fête nationale, la police multiplie les contrôles. Le ministre de l'Intérieur du pays étranger affirme que cet attentat est l'œuvre de factions d'extrême gauche, très présentes dans l'est du pays.

La police déclare avoir arrêté six hommes supposés avoir des liens avec un réseau terroriste. Les écoutes téléphoniques révèlent leur projet d'assassiner le président. L'un d'eux est arrêté à sa descente d'avion, mais la police le relâche le lendemain soir faute de preuves suffisantes. Les cinq autres sont arrêtés dans un garage qui leur sert de lieu de culte. La police confisque des



bandes vidéo, des agendas et plusieurs plans d'ambassades.

Quatre hommes en possession d'une quantité industrielle de cyanure et de plans de plusieurs ambassades de la capitale sont arrêtés. Au cours de la perquisition, la police trouve un plan du réseau de distribution d'eau de la ville.

Le deuxième président en exercice, autoproclamé il y a trois mois, se fait photographier sur les marches de sa mairie, rebaptisée « palais présidentiel », entouré de deux cents officiers en uniforme venus lui présenter leur soutien. Ils sont pour l'essentiel issus de l'administration. On ne connaît pas les préférences de l'armée de terrain en faveur de l'un ou l'autre des présidents. L'enjeu est limité, sa puissance étant plus symbolique que réelle : elle est moins riche en hommes – trente mille – qu'en généraux – une centaine. Elle ne dispose pas de navires de guerre, et le directeur des « forces navales » n'a pas navigué depuis quinze ans. Elle ne possède pas d'avions de combat, ni d'hélicoptères, mais huit avions de transport. Pour les déplacements importants, les troupes empruntent l'aviation civile. Les douze blindés ont plus de quarante ans, et servent surtout pour les parades. La moitié des militaires sont gendarmes. Ils bénéficient de traitements spéciaux, car ils sont engagés dans le plus important combat du pays, mené contre les voleurs de zébus, organisés en factions armées.

Une région indépendantiste est écrasée par l'armée dans l'indifférence de l'opinion internationale, plus préoccupée de se concilier les faveurs du gouvernement que de s'inquiéter du respect des droits de l'homme dans une zone dépourvue d'enjeux économiques. Les témoignages des rebelles confirment les déclarations des associations humanitaires : les opérations de nettoyage se multiplient depuis la vague d'attentats qui justifie, selon les autorités, une sévère répression. Dans la zone, il est interdit aux observateurs internationaux de se déplacer librement. Une femme raconte : « Ils ont dit qu'ils reviendront et qu'ils tueront le reste de la famille si nous parlons. Alors nous sommes partis. » Dans la zone où elle trouve refuge, comme des milliers de ses compatriotes, elle craint moins le froid et la faim que les missions punitives des brigades spécialisées, qui ont déjà vidé la moitié des villages de la région. « Les habitants qui restent n'osent se regarder dans les yeux, car ils se méfient des délateurs. Personne ne sait ce que racontent les autres pendant qu'il sont avec les tortionnaires. » Deux mois plus tôt, elle est enfermée dans sa maison pendant une semaine avec ce qu'il reste de sa famille pendant que la maison voisine sert de lieu d'interrogatoire et de torture. Elle entend seulement des cris. Plus tard, elle apprend que l'on a coupé à l'un les oreilles, à l'autre les testicules, que l'on a forcé un troisième à avaler. Une femme a été laissée vivante et nue sur un tas de cadavres pendant des jours. Personne ne

connaît le nombre de victimes, car les habitants sont menacés de représailles s'ils comptent leurs morts. Ils croient les déclarations des militaires, qui, après avoir martyrisé un village pendant cinq jours, jurent qu'ils reviendront. Toutes les nuits, des escadrons d'hommes cagoulés, grands et forts, conduisant saouls des voitures sans plaque d'immatriculation, arrivent dans des maisons et exterminent ceux qui y vivent. Ils sont accompagnés de collaborateurs locaux, eux aussi cagoulés. Ces escadrons sont formés dans des unités spéciales qui, depuis des décennies, leur enseignent à tuer, torturer, et cacher les traces de leurs interventions. Ils installent leurs quartiers dans des maisons à la périphérie des villages, torturent sans répit pendant quelques jours, et dévastent le village pour achever leurs opérations éclair. La première chambre de torture temporaire a été inaugurée il y a trois ans en présence de plusieurs généraux. L'un d'eux posait à la télévision devant des cadavres, qu'il désignait comme des « bandits tués armes à la main ». Il justifiait le fait que des innocents soient frappés par « la nécessité de faire comprendre aux habitants qu'ils souffrent à cause des terroristes. Il leur serait préférable de collaborer ».

L'armée se retire d'une agglomération ennemie, après l'avoir complètement occupée la veille au cours de l'opération la plus massive réalisée depuis son soulèvement. Les blindés continuent d'encercler une autre ville et de stationner dans certaines zones. L'armée effectue

également une nouvelle incursion dans une ville insoumise, au cours de laquelle quatre résistants sont abattus. Ces opérations de représailles font suite à un attentat qui avait fait six morts, et répondait lui-même à l'assassinat, trois jours plus tôt, d'un responsable de la branche armée d'un mouvement non officiel de résistance.

L'engrenage de la violence continue entre deux pays. Un soldat d'un des deux camps, blessé il y a quelques jours, succombe à ses blessures. L'armée du même camp procède à de nouvelles incursions dans des zones où résident des réfugiés ennemis. Plusieurs d'entre eux sont tués, dont un des chefs des brigades des rebelles.

Suite à une vague d'attentats meurtriers, le gouvernement décide de confier à un groupe électronique de défense le chantier d'un nouveau navire espion. À partir d'une coque fabriquée à l'étranger, ce nouveau bâtiment, servi par trente marins et quatre-vingts spécialistes de l'écoute et de l'exploitation des signaux interceptés, déplacera trois mille tonnes et emportera d'importants moyens navalisés de renseignements électromagnétiques à destination de l'armée.

En vingt ans, le président qui règne sur l'ancienne colonie est devenu le dictateur sanglant d'un pays à la dérive. L'économie et l'agriculture sont ruinées, la famine sévit. Un ressortissant sur deux est au chômage,

un sur quatre est atteint du sida. Les services publics sont inopérants, la justice corrompue, les médias contrôlés. Les investisseurs, les enseignants et les médecins ont fui. Le naufrage du pays tient à l'obsession de pouvoir du président-dictateur. Il ne supporte aucune opposition, et refuse aux électeurs le droit de vote. « Les opposants, s'il y en a, ne gouverneront jamais, ni de mon vivant, ni après ma mort. Mon fantôme viendra les hanter. Ils seront harcelés par les lutins et les sorcières. Je suis un diplômé en violence », déclare-t-il. Sa méthode de terreur consiste à intimider, mais aussi à enlever, ou, plus simplement, à tuer ses adversaires. Fraudes électorales, fausses déclarations, fausses accusations et arrestations arbitraires sont courantes. Les exécutants de ces sinistres travaux sont des chômeurs payés à la journée ou des voyous recrutés dans les bars. Les ennemis sont les anciens colons et les membres de l'ethnie minoritaire. Les riches fermiers sont pris pour cibles et dépossédés en faveur du dictateur et de ses proches. En dix ans, la production agricole a baissé de moitié. Malgré les conseils des présidents voisins de ne pas faire fuir les anciens colons, au risque de ruiner le pays, il les pourchasse sans merci. Il n'oublie pas l'autre ethnie, contre laquelle il fait former spécialement la sixième brigade par d'anciens officiers d'un pays étranger qui s'est illustré par un génocide à grande échelle. Des atrocités se multiplient : paysans brûlés vifs, enfants embrochés sur le dos de leur mère, familles contraintes de chanter des chants sur les tombes de leurs proches. Une spécia-

lité de la sixième brigade consiste à demander aux victimes : « manche courte ou manche longue ? » pour savoir si elles préfèrent qu'on leur tranche le bras ou la main.

La municipalité d'une petite ville ouvre un centre d'études et de documentation sur la dictature dont elle fût la capitale temporaire pendant la dernière guerre. Initialement, un musée ouvert au public en l'honneur du dictateur est prévu. Sous la pression des anciens résistants, le projet se transforme en centre de recherches réservé aux universitaires. Les archives reposent sur l'acquisition de deux fonds, dont l'un appartenait à l'ancien ministre de la Défense du régime totalitaire. Un appel est lancé aux habitants de la ville pour que leurs dons viennent compléter la collection. L'ancien dictateur revient à la mode. La municipalité, en accord avec le syndicat des aubergistes, compte sur cette image pour attirer des touristes. La résidence du dictateur, usurpée à une riche famille dont le fils s'était à l'époque suicidé plutôt que de coopérer, devient un hôtel cinq étoiles dans lequel les touristes aisés payent l'équivalent d'un salaire mensuel moyen pour passer une nuit dans la « suite du grand homme ». Tout proche, l'ancien château du poète national, qui écrivait tous les discours du dictateur, accueille deux cent vingt mille visiteurs par an. Le parcours se poursuit par les quartiers généraux de la milice, par la résidence du commandement des Chemises Sombres, le siège de la divi-

sion Toujours Plus, colonne spécialisée dans les commandos-surprise d'une grande cruauté, et enfin par la demeure d'un « citoyen modèle », qui fit massacrer de nombreux membres d'une même confession religieuse en les livrant à un pays allié pour être exterminés industriellement. « La vraie histoire de la ville reste à découvrir. Espérons que le centre d'études y aidera », dit le guide édité par l'office du tourisme.

Dans une mallette noire, l'ancien dictateur porte les documents qui lui permettent de répondre aux accusations portées contre lui. Trois semaines après le début du procès qui se déroule au tribunal international, il semble moins se défendre lui-même que construire son image pour l'histoire à venir. Il s'adresse plus à ses compatriotes, auprès desquels il cherche une réhabilitation après qu'ils l'ont livré à la justice internationale, qu'aux victimes, aux juges ou à l'opinion mondiale. L'ex-dictateur reste tranquillement assis tandis que les témoins, tous de la même ethnie victime de l'épuration, décrivent les crimes et déportations de civils. Il leur pose des questions pour les intimider. Puis il sort des contre-témoignages de sa mallette pour prouver que les militaires des organisations internationales et l'armée d'une autre ethnie que la sienne ont commis les atrocités. Sa stratégie est payante : dans son pays, un sondage récent montre que la moitié de la population juge sa performance convaincante. Il joue avec la peur des cadres dirigeants de son pays à l'égard

du tribunal international. Certains d'entre eux sont toujours en place depuis la fin de la dictature. Lorsqu'un homme de l'ethnie victime déclare que deux de ses enfants ont été tués devant sa porte par la police de l'ex-dictateur, qui ne venait pas pour débusquer des armes détenues par les « terroristes », mais pour tuer des hommes, des femmes enceintes et des enfants, il se contente de répondre : « Vous appartenez à la même ethnie. Or ils ne vous ont pas tué. »

L'éruption d'un volcan dévaste une ville. Coupée en deux par un fleuve de lave, elle voit la quasi-totalité de ses habitants fuir, puis revenir, compliquant les opérations humanitaires engagées sur place. L'éruption elle-même provoque la mort de vingt personnes, et fait quatre cents blessés, selon un bilan provisoire des hôpitaux de la ville voisine. Le plus grave accident survient lorsque explosent les dépôts d'une station d'essence touchés par la lave. Des dizaines de personnes qui tentent de récupérer le carburant dans des bidons sont prises dans l'explosion et l'incendie qui suit. Bilan : quatre-vingts morts. Des opérations d'urgence sont engagées pour tenter d'aménager un passage dans la coulée de lave refroidie et de rétablir une liaison entre les parties est et ouest de la ville. De longues files d'attente se forment devant les quelques points d'eau disponibles mais aucune distribution de nourriture ne peut être organisée. Selon des sources militaires, au moins treize pillards sont abattus dans la ville. Certains d'entre



eux, dont sept soldats, sont arrêtés alors qu'ils dévalisent un entrepôt. « Quiconque sera surpris en flagrant délit de pillage recevra son jugement auprès du Bon Dieu », annonce une radio locale.

Dans un petit pays récemment victime de bombardements de représailles de la part d'une grande puissance, un tremblement de terre fait une cinquantaine de morts. Le programme humanitaire mondial parle de cent disparus. La grande puissance continue ses bombardements dans l'est du petit pays où se trouveraient encore des combattants rebelles. Plus de cinq mille soldats sont engagés dans l'opération.

Une épidémie de peste pulmonaire fait quatre morts dans le sud du pays. Les autorités sanitaires, après avoir distribué des antibiotiques à dix-sept mille personnes, estiment l'épidémie endiguée.

Deux cents personnes sont tuées dans l'incendie d'un train bondé.

Un député écologiste part pour un pays pauvre demander la libération « immédiate et sans concession » d'une femme sénateur enlevée par des factions révolutionnaires armées. « Je ne veux pas d'un échange car l'être humain n'est pas une marchandise », précise-t-il. Arrivé sur place, il entreprend une mission de négociation mais il ne dispose, pour tout contact, que

de l'adresse électronique des factions. Son courrier électronique reste sans réponse. Il rentre alors dans son pays et déclare : « La continuité de ma position en faveur d'un processus de paix négociée avec les factions révolutionnaires reste inchangé, d'autant que les premiers contacts semblent prometteurs. »

Un nouveau ministre des Affaires étrangères est nommé. Diplômé en économie et commerce, il poursuit sa formation à l'étranger avant d'entrer, il y a quarante ans, dans une institution monétaire internationale. À son retour, il est nommé directeur général de la banque nationale. Après une longue carrière dans la finance, au cours de laquelle il prend l'habitude de travailler à l'ombre du pouvoir, il se lance, il y a deux ans, dans une carrière politique en intégrant le gouvernement en tant que ministre des Finances. Peu habitué aux négociations politiques, il défend un projet de réforme des retraites qui fait descendre un million de manifestants dans la rue. Plus tard, il apprend à accepter les compromis avec les syndicats. Bien que libéral, il est alors appuyé par la gauche. Lors de la dernière campagne électorale, il crée un parti libéral, mais finit par se rallier à la coalition de centre gauche, ce qui lui vaut d'être nommé ministre des Affaires étrangères lors de la constitution du gouvernement. Il s'impose rapidement à la tête de la diplomatie, malgré son apparence sévère et son visage émacié qui le fait surnommer un temps « le crapaud » par les électeurs. Il s'oppose avec succès à la

création de nouveaux sièges permanents du conseil de sécurité d'une institution internationale. Il est l'artisan de négociations réussies avec une dictature qui abrite des camps d'entraînement de terroristes internationaux. Il entame la normalisation des rapports avec une ancienne colonie, et conduit la force multinationale destinée à ramener la paix dans une région victime de génocides interethniques. Il est marié à une femme d'affaires très riche, qui dispose de biens importants à l'étranger.

Les populations de seize pays pauvres d'une même région participent à un exercice à grande échelle, visant à entraîner les forces militaires locales à encadrer un afflux fictif de réfugiés dans la zone, dans le cadre d'une opération de maintien de la paix dirigée par un pays riche et influent d'un autre continent. L'exercice fait suite au décès de dizaines de milliers de ressortissants d'un des pays participants, lors d'un exode déclenché par une récente guerre interethnique.

Un pays scindé en deux à l'issue de la dernière guerre tente aujourd'hui un rapprochement entre les deux parties ennemies. Le président d'une grande puissance étrangère, qui soutient l'une des parties, la plonge dans l'embarras par ses déclarations à l'encontre de l'autre moitié, qu'il considère être une des composantes de l'« axe du mal ». Ces propos font suite à une vague d'attentats dont son pays a été victime, et dont les

auteurs restent introuvables. Sa déclaration balaye plusieurs années d'un délicat travail diplomatique.

Un candidat à l'élection présidentielle poursuit en justice pour atteinte à la vie privée un journaliste dont le livre récemment paru lui attribue, à tort, des éléments biographiques se référant à un de ses compagnons de route lorsqu'ils étaient tous les deux membres du même parti, il y a vingt ans. Son avocat estime que les lecteurs pourraient penser que le candidat s'attribue une ascendance familiale plus glorieuse que la sienne. Par ailleurs, le journaliste fait état de rumeurs et de confidences évoquant des viols collectifs et des meurtres commis par les membres de ce même parti à la même époque. L'avocat du journaliste reconnaît les erreurs de son client, mais estime qu'elles ne portent pas atteinte à la vie privée du candidat. L'éditeur s'engage à retirer les passages incriminés dans les éventuelles éditions ultérieures, mais considère irréalisable l'expurgation des livres déjà parus. « Obliger le retrait de la vente constituerait une censure économique particulièrement injuste », conclut l'avocat.

Deux candidats à l'élection présidentielle se considèrent chacun victorieux. Ils « gouvernent » chacun avec leurs ministres. Les négociations entre les représentants de l'Assemblée pour régler le contentieux du scrutin échouent. Le porte-parole évite de parler d'un échec, et utilise l'expression « premier round ». Aucun round supplémentaire n'est pourtant prévu.

N° d'éditeur : 1858  
N° d'imprimeur : 04XXXXX  
Dépôt légal : avril 2004  
*Imprimé en France*



# Édouard Levé Journal

Cette édition électronique du livre  
*Journal* d'ÉDOUARD LEVÉ  
a été réalisée le 15 avril 2011 par les Éditions P.O.L.  
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage,  
achevé d'imprimer en mars 2004  
par Normandie Roto Impression s.a.s.  
(ISBN : 9782846820066)  
Code Sodis : N45174 - ISBN : 9782818006948  
Numéro d'édition : 2783